

SULTAN BIN SAAD AL-MURAIKHI

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Qatar

Vos Excellences,

Éminents invités,

As-salamu alikum wa rahmatullahi wa barakatu

Au nom du ministère des Affaires étrangères, j'ai le plaisir de vous accueillir et de vous souhaiter un séjour à la fois utile et agréable parmi nous, même s'il est court.

L'État du Qatar, qui vous reçoit aujourd'hui, est peut-être petit sur le plan géographique, mais le ciel n'a pas de limites, et nos ambitions non plus. Je pense que nous avons tous comme qualité d'être ambitieux. C'est humain, et c'est un sentiment légitime. Pour réaliser ces ambitions, nous n'usons toutefois que de moyens légaux.

Mesdames et Messieurs, du début à la fin, nous sommes des défenseurs de la paix. Nous pensons que la force de vie qui fait avancer les sociétés et les nations est plus forte que le pouvoir de destruction. Ce qui reste dans nos mémoires et les événements historiques poussent les hommes à faire le bien et à le répandre largement, car le mal ne gagne jamais.

Nous voulons la paix dans le monde. C'est la raison pour laquelle l'État du Qatar a joué un rôle fondamental dans la médiation des accords de paix concernant des conflits dans plusieurs parties du monde. Il s'attache également à apporter une aide essentielle aux pays qui traversent une période transitoire ou qui sortent tout juste d'un conflit, et il soutient les réformes engagées pour renforcer la paix et la sécurité dans plusieurs pays.

Néanmoins, on peut dire que tous ces conflits sanguinaires qui ont eu lieu dans notre région ont été dus à un manque de souveraineté, une absence de primauté du droit dans la gouvernance et la gestion des affaires publiques, ainsi qu'à un manque de rapports entre les citoyens et l'État, et entre les États.

L'instabilité politique du monde arabe est un grand sujet de préoccupation pour nous tous et ses causes varient d'un pays à l'autre, mais cela peut toujours être attribué à un manque d'État de droit, et partout, il y a des conflits ethniques, sectaires, des mouvements extrémistes, du terrorisme, des guerres et du fanatisme tribal.

Ces conflits se nourrissent du manque d'État de droit, et ce manque nourrit à son tour la vague d'extrémisme dans toute la région et dans ses périphéries.

Tous nos pays sont ravagés et toutes les populations ont été déplacées; sous la pression et l'oppression, elles se sont enfuies vers d'autres régions, à savoir en Europe, qui est notre voisine la plus proche.

Une telle réaction ne résout par le problème, mais contribue à en créer de nouveaux.

Il suffit de vous rappeler, honorables dignitaires, Mesdames et Messieurs, de l'absence de solution au problème de la Palestine depuis 1948, qui n'a pas fait oublier aux réfugiés les villes et les villages que leurs parents et leurs grands-parents ont laissés derrière eux.

N'est-il pas temps que la communauté internationale reconnaisse les droits de la Palestine comme un État libre dont la capitale est Al-Quds (Jérusalem) la grande ?

Le cœur du conflit palestinien est également juridique. Car Israël refuse toujours de respecter le droit international et d'appliquer les résolutions successives émises par le Conseil de sécurité.

Les gouvernements israéliens successifs préfèrent recourir à la force contre le peuple palestinien, plutôt que de respecter les appels légitimes soutenus par le droit international.

Au Yémen, il y a aussi eu un coup d'État contre un gouvernement légitimement élu. Là encore, nous pouvons constater que l'absence d'État de droit en est l'une des causes fondamentales.

La guerre qui fait aujourd'hui encore rage au Yémen n'aurait pas commencé s'il n'y avait pas eu les rebelles qui se sont retournés contre le gouvernement légitime.

En Syrie, une manifestation pacifique demandant une réforme et des libertés fondamentales a dégénéré en une guerre civile qui dure depuis cinq ans, tout ça parce que les autorités refusaient de respecter leurs propres lois et les principes des droits de l'homme, et de répondre aux exigences de la population. Au lieu de cela, les autorités ont préféré recourir à la force militaire.

Mesdames et Messieurs, ces pays attendent vraiment de nous que nous prenions sérieusement le temps de nous demander :

Avons-nous fait tout ce que nous pouvions pour faire cesser les hostilités et restaurer la stabilité pour les populations ?

Si nous n'arrivons pas à unir nos efforts aujourd'hui, alors quand y parviendrons-nous ?

N'est-ce pas la positivité de ceux qui peuvent apporter des changements et faire naître l'espoir et les aspirations, qui motive en premier lieu le recrutement des terroristes ?

Je vous invite sincèrement, Mesdames et Messieurs, à réfléchir à cette question...

Éminents invités,

Dans chacun des cas que je viens d'exposer (qui sont juste des exemples, il y en a d'autres), nous constatons que le droit a été bafoué. Et là où le droit a été bafoué, le chaos s'est installé. Et on ne peut pas « réguler le chaos », Mesdames et Messieurs, ni au niveau local, ni au niveau international, il faut simplement y mettre fin et restaurer l'État de droit. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir de tous ces conflits.

Nous devons dire que le chaos politique produit ou émanant en partie de certains pouvoirs régionaux et mondiaux a entraîné l'effritement de la souveraineté d'États faibles, et leur incapacité à défendre le droit des citoyens à mener une vie décente.

C'est vraiment ce qui se passe en Irak, en Syrie, au Yémen, en Libye, en Palestine, et dans d'autres pays ...

Il ne fait aucun doute qu'essayer de résoudre ces crises peut aussi créer des forces négatives, ou entraîner des prises de position partiales, qui sont également dangereuses, car cela incite les parties prenantes dans ces conflits à satisfaire des intérêts individuels, ou des ambitions d'expansion ou d'autres choses encore.



C'est pourquoi nous demandons qu'il y ait des pourparlers pour la paix au Moyen-Orient afin de mettre fin aux combats et d'aller de l'avant, pour développer la région et y apporter la prospérité.

Nous appelons à la reprise des négociations entre Israël et les Palestiniens, pour un règlement définitif, total et équitable du conflit, sous l'égide des Nations unies, en s'appuyant sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, sur ses recommandations et sur d'autres résolutions applicables à cette question. Nous soutenons aussi l'initiative de paix arabe, et nous avons déjà annoncé notre soutien aux efforts de paix déployés par la France, et plus particulièrement à une résolution du Conseil de sécurité qui définit le cadre d'un accord entre Israël et les Palestiniens.

Nous avons hâte de commencer à mener à bien les négociations sur la crise syrienne, au moins pour arriver à protéger les civils et faire cesser la destruction et les massacres, et d'établir une ligne politique sur la base de ce qui a été atteint depuis Genève-1 pour préserver l'unité de la Syrie, son indépendance et sa souveraineté, et restaurer la sécurité aux frontières. Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de solution militaire à cette crise, comme il n'y a pas de solution militaire à la crise au Yémen et à la crise en Libye.

Nous appelons également les Yéménites à reprendre les pourparlers qui avaient démarré au Koweït. Pour que cela réussisse, il faut que les hostilités cessent, et il faut répondre aux efforts des Nations unies. Nous ne pouvons pas imposer une solution par la force, il faut donc faire des concessions, et que la réconciliation se fasse à partir de l'initiative du Golfe, des résultats du dialogue national et de l'application des résolutions des Nations unies sur la question, en particulier de la Résolution 2216.

Nous appelons aussi les Libyens à accorder la priorité à la raison et à l'intérêt national plutôt qu'aux rivalités tribales et aux intérêts individuels, afin qu'ils s'unissent et se rassemblent autour d'un gouvernement d'unité nationale qui bénéficie du soutien de la communauté internationale.

Mesdames et Messieurs,

L'État du Qatar travaille encore à l'établissement d'une culture du dialogue et de la coopération, de l'intégration et des politiques de consultation, et à la réalisation de la réconciliation nationale sans laquelle il ne sera absolument pas possible d'arriver à la stabilité ou au développement. Notre foi en la paix est une foi dans le droit. L'État du Qatar croit que l'État de droit est le principe fondamental sur lequel toute nation se construit; c'est le principe sur lequel les relations entre les pays sont censées être basées.

Par conséquent, nous déplorons fortement et condamnons l'intervention illicite de certaines puissances régionales ou internationales dans les affaires internes des pays de notre région, sans avoir l'aval d'une quelconque entité juridique internationale. Ces pratiques ont largement contribué à semer la discorde et à engendrer des extrémistes et des terroristes (quelles que soient leurs revendications religieuses ou partisans) qui ont incendié des villes entières et détruit des vies dans tous les endroits qu'ils ont réussi à envahir.

Cependant, nous continuons à coopérer avec nos alliés et amis pour combattre le terrorisme, le vaincre et décourager les agresseurs, où qu'ils se trouvent. Nous pensons et répétons toujours que vaincre le terrorisme et épuiser ses ressources implique d'avoir des stratégies internationales efficaces et contraignantes qui tiennent compte des racines de l'extrémisme et de ses causes dont les premières sont la pauvreté, l'ignorance, le chômage, la marginalisation et d'autres troubles socio-économiques qui contribuent à alimenter le terrorisme. Ceci en plus des interventions étrangères qui visent à exploiter les conflits locaux ainsi que l'absence d'État de droit.

Vos Excellences,

Mesdames et Messieurs,



J'aimerais enfin remercier toutes les personnes qui ont accepté cette invitation et qui participent à cette conférence avec nous. Notre objectif, en accueillant une conférence comme celle-ci, est le même que celui de nos amis français, qui sont habitués à organiser cet événement depuis 2008, c'est-à-dire renforcer la coopération et le dialogue avec des leaders mondiaux et des sages, et avec tous ceux qui ont une influence sur notre présent et sur notre avenir communs, en tant qu'êtres humains, quelles que soient nos affiliations et nos nationalités - la coopération et le dialogue pour « un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et plus respectueux de la diversité des États et des nations ».

Sans plus de commentaires, nous espérons que ce dialogue et que les réunions vont se poursuivre entre nous, pour que nous puissions travailler et réfléchir ensemble aux problèmes que nous subissons et que vous subissez, et que nous collaborions pour les résoudre.

Je vous souhaite un bon séjour parmi nous, et j'espère que les travaux de cette conférence seront une réussite. Je vous invite maintenant à aller dîner, *Inch'Allah*. Bon appétit.

Wassalamu Alaikum Warahmatu Allah